

No. 8

Les Cahiers d'

O C I S C A

**LE VILLAGE CACAOYER DU SUD DU CAMEROUN
SOUS LE CHOC DE LA DEVALUATION
LE CAS DE YEMESSOA**

Par Athanase Bopda

ORSTOM

MINREST



Emmanuel VAZARI

ISSN 1023-7631

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N° 8

LE VILLAGE CACAOYER DU SUD DU CAMEROUN

SOUS LE CHOC DE LA DEVALUATION :

Le cas de Yemessoa

Athanase Bopda

Septembre 1994

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Joseph Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domngang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1994
N° ISSN : 1023-7631

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun
Tél. : (237) 23.95.34

Présentation de l'auteur

Bopda Athanase est géographe. Chercheur à l'Institut National de Cartographie, il a participé aux travaux du Programme OCISCA dès leur démarrage en 1990. Membre, puis responsable de l'Observatoire OCISCA de Yemessoa depuis 1991, il y suit particulièrement la réaction des planteurs de cacao et de la société Eton face à la crise et aux mesures de l'ajustement structurel.

Remerciements

L'auteur remercie l'équipe OCISCA de Yemessoa notamment Manga Bela Laurent, Elingui Hubert, Ngah Jean-Marie et Tah Mewolo Louis avec qui il est resté sur le terrain pendant ce travail. Ses remerciements vont aussi aux enquêteurs du village et au personnel temporaire qui l'ont assisté notamment à Biloa Célestine, Simo Nkouna Hyppolite et Taptué Pierre-Célestin ; la première a patiemment exécuté l'enquête auprès des ménagères, le second en a assuré la saisie des données sur micro-ordinateur et le troisième le nettoyage du fichier informatique.

D'autres remerciements vont aussi à Essomba Ada Pierre, chauffeur de l'INC, aux chefs de village, à toute la population de Yemessoa et plus particulièrement aux ménagères qui ont accepté de répondre une fois de plus aux questions d'OCISCA.

Cette publication a été rendue possible grâce aux financements du Ministère Français de la Coopération et du Développement et de l'ORSTOM, Institut Français de Recherche pour le Développement en Coopération.

Résumé

La dévaluation du franc CFA a surpris les planteurs de cacao du village de Yemessoa, qui se débattaient dans la crise économique en essayant de réduire leurs dépenses et de diversifier leurs sources de revenus. La dévaluation survenue après la campagne cacaoyère n'a eu que peu d'effet sur les revenus des planteurs. Par contre la réaction du marché domestique a été rapide et d'importantes hausses de prix, bien qu'inégales selon les produits ont eu lieu dans les deux mois qui ont suivi la dévaluation amenant à une recrudescence de l'auto-consommation, à une diminution des soins de santé et à un rétrécissement de l'espace d'échange. Pourtant l'effet d'illusion monétaire, la hausse des cours qui semble se dessiner dans un proche avenir, font que les planteurs demeurent optimistes. En s'associant au sein de groupements d'initiatives communautaires et en coordonnant leurs actions face aux acheteurs, ils espèrent mieux profiter d'une éventuelle reprise.

Mots-clés : Cameroun, Cacao, Dévaluation, Prix, Consommation.

Abstract

Most of the cocoa farmers in the village of Yemessoa were surprised by the devaluation of the CFA Franc. They were in the midst of the economic crisis trying to reduce their expenses and to diversify their sources of revenue. The devaluation arrived after the cocoa harvest and had little impact on the farmers' income. The market reacted very quickly resulting in sharp price increases, which differ for each category of product. They lead to an increase in home-consumption, a decrease in the consumption of medicine and the access to health care, and a shrink in trade exchange. Due to monetary illusion and a hope in the rise of the cocoa world prices, farmers remain still optimistic. They are organising themselves through common initiative groups to benefit from a further cocoa price increase.

Keywords : Cameroon, Cocoa, Devaluation, Prices, Consumption.

Préface

Sous la forme d'une série régulière, les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des mesures d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont le résultat des recherches et les études sont publiés dans cette série.

Les Cahiers sont conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser les informations recueillies par les différents observatoires, des analyses scientifiques de données d'enquête, et des travaux de recherches individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

C'est en conformité avec cette optique que ce numéro présente une étude sur le comportement des planteurs de café du village de Yemessoa, dans le département de la Lékié, dans les cinq mois qui ont suivi la dévaluation du franc CFA, survenue le 12 janvier 1994.

Les planteurs avaient pris l'habitude de se débattre dans la crise économique en essayant de réduire leurs dépenses et de diversifier leurs sources de revenus. Les dépenses d'investissement dans les plantations furent les premières touchées puis ce fut le cas de celles concernant les transports, la santé et enfin l'éducation. Du côté des revenus, la vente de produits vivriers et maraîchers, puis la pisciculture avaient bien apporté quelques recettes supplémentaires mais n'avaient pu empêcher le revenu de décroître régulièrement.

La dévaluation a surpris les planteurs. Survenue après la campagne cacaoyère, elle n'a eu que peu d'effet sur leurs revenus, ceux-ci ayant déjà vendu la quasi-totalité de leur production. Par contre, comme le montre l'étude d'un petit échantillon de ménagères de Yemessoa, la réaction du marché domestique a été rapide puisque d'importantes hausses de prix, inégales selon les produits, ont eu lieu dans les deux mois qui ont suivi la dévaluation.

Les planteurs se trouvent donc, en mai 1994, dans une situation critique. Ils n'ont pas encore bénéficié des effets de la dévaluation mais ils supportent déjà les hausses des prix des produits courants, des engrais et produits phytosanitaires importés. Leur comportement reflète alors une tendance au repli sur soi. L'auto-consommation augmente, l'accès aux soins de santé diminue et l'espace des échanges se rétrécit.

Pourtant l'optimisme demeure. Il se base sur des principes de sagesse "de toute façon la crise passera", sur l'illusion monétaire due à la dévaluation : les cours mondiaux exprimés en CFA sont automatiquement doublés, et sur l'annoncé d'une hausse probable des cours dans un proche avenir.

Aussi la réaction des planteurs est-elle de s'organiser au sein de groupements d'initiative communautaire pour être sûr de tirer le maximum de profit de toute nouvelle reprise des cours. Ces groupements permettent d'assurer un approvisionnement en engrais à des conditions plus intéressantes et de coordonner les négociations du prix de vente avec les acheteurs. Des associations apparaissent dans d'autres domaines. Ainsi le GROUPY rassemble des pisciculteurs qui veulent améliorer la qualité de leur production, leur productivité et conquérir des marchés au sein du village ou à Yaounde. Dans le même temps les femmes créent des associations d'entraide sociale.

Cette dynamique est porteuse d'avenir car c'est elle qui permettra, plus que la dévaluation, à l'économie de redevenir compétitive. Cependant les effets de la crise, puis de l'inflation qui a suivi la dévaluation, prendront quelques temps avant d'être résorbés. Les planteurs voudront d'abord rembourser leurs dettes financières et sociales avant de réinvestir dans leurs plantations. Ce sont les étapes de cette évolution qu'il conviendra de suivre et d'expliquer lors des prochaines enquêtes de l'observatoire de Yemessoa.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'Ocisca

Sommaire

Introduction

1. La dévaluation est arrivée sur fond de crise
2. La réaction du marché a été rapide
3. Les prix ont augmenté de façon très inégale
4. L'auto-provisionnement alimentaire s'est accentué
5. Résignation du village aux soins de santé sommaires
6. Un réajustement par les unités de mesure
7. Le rétrécissement des aires de commercialisation et d'approvisionnement
8. L'augmentation du prix du cacao dope les planteurs
9. La dévaluation passée, une certaine crise continue

Conclusion

Références bibliographiques

Introduction

Situé en pays Eton, l'observatoire OCISCA de Yemessoa a été mis en place au début des années 90 pour suivre le changement et l'innovation sociale dans la zone cacaoyère. On était alors en pleine récession économique et ce depuis le milieu des années 80. Yemessoa a été particulièrement touché par la crise et les mesures d'ajustement structurel appliquées à la demande des institutions de Breton Woods y ont engendré de multiples bouleversements. C'est dans ce contexte que survient la dévaluation au début de 1994. Le 12 janvier 1994, le franc CFA ne vaut plus que la moitié de sa valeur en franc français, sa monnaie de référence. Désormais, pour une même valeur en monnaie extérieure, il faut deux fois plus de monnaie en francs CFA qu'il n'en faut en francs français. C'est l'inflation des billets de banque. « La dévaluation a amélioré mécaniquement les recettes des villageois » affirment les partisans de cette décision macro-économique qui, naturellement, ne fait pas l'unanimité. « Les recettes peut-être ! Mais malheureusement pas la rentabilité des efforts de production. Avec le changement de parité entre le franc CFA et le franc français c'en est fait du pouvoir d'achat des paysans ! » rétorquent d'autres experts tout autant convaincus que les premiers de la justesse de leur opinion. C'est pourquoi il devient nécessaire d'évaluer l'impact de la dévaluation sur l'économie domestique des campagnes.

Il est certain que les effets de la dévaluation relèvent également du long terme, pourtant l'équipe de l'observatoire de Yemessoa s'intéresse au problème au niveau de l'économie domestique. Elle part donc d'un indicateur simple : le niveau des prix. Mais pour ne pas avoir à relever les prix sur les différents marchés, elle opte pour une étude au niveau de la consommation des ménages même. Une enquête légère spécifique est donc menée en avril 1994, soit trois mois après la dévaluation, auprès de certaines ménagères du village. Ce sont elles qui gèrent quotidiennement l'économie domestique, assurant les achats et les ventes dans 59,58% des cas contre 40,27% aux hommes, au moment de l'enquête de 1991.

Une question fondamentale a été posée : "Quels changements récents avez-vous remarqués dans l'évolution des prix des produits que vous vendez ou que vous achetez ?". En enregistrant, pour chaque ménagère, la nature des produits cités, le moment du changement de prix, le prix et l'unité de vente ou d'achat avant le changement, et après le changement, et, enfin, le lieu où le changement a été constaté, il était possible d'avoir une bonne idée de la situation. De cette manière, 27 ménagères ont été interrogées réparties entre toutes les couches sociales du village. 1.152 observations de changement ont ainsi été signalées pour 125 produits différents.

1. La dévaluation est arrivée sur fond de crise

C'est à la fin de l'année 1992 que la crise frappe le plus durement les cacaoculteurs du Centre et du Sud du Cameroun. Le prix d'achat du kilogramme de cacao, après avoir plafonné pendant plusieurs années au-dessus de 400 F.CFA, est maintenu avec difficulté à 150 F.CFA. Sous l'effet de cette baisse, le revenu annuel moyen par exploitation se réduit et passe de 37.000 à 31.000 F.CFA de 1991 à 1992 à Yemessoa. Destabilisés par la chute des cours, puis par la libéralisation, les paysans essaient toute solution leur permettant d'améliorer leurs revenus : diversification des ressources, commercialisation des surplus agricoles, engagement dans la culture maraîchère ou la pisciculture. Malheureusement la situation reste difficile et même précaire pour les petits exploitants dont les terres et le nombre de pieds de cacao sont limités.

Les dépenses de santé et de scolarité sont réduites. L'observatoire de Yemessoa montre que le financement de la scolarité pour les élèves du supérieur est divisé par 2,4 entre 1991 et 1993 ; celui du secondaire et du primaire respectivement par 2,6 et 2. Déjà insuffisantes, les dépenses de santé passent de 16,5 millions en 1991 à 12,5 millions en 1992 pour les 350 ménages enquêtés. Malgré la diversification continue des ressources, et l'augmentation des quantités de vivres vendues par les femmes, les ménages n'arrivent pas à équilibrer leur budget. Bien qu'ils y répugnent généralement, de peur de ne pouvoir rembourser, les villageois doivent recourir aux emprunts. Il n'existe pourtant aucune structure de crédits viable pour le monde rural. L'aide des parents et des amis qui demeurent en ville est devenue moins fréquente et moins substantielle à cause des réductions salariales qu'ils connaissent. Habituellement impliquées dans les travaux d'utilité collective, les élites, malmenées par la crise, se limitent à l'arbitrage des conflits qui se multiplient dans leurs communautés.

A la réduction du train de vie de l'Etat qui affecte plus particulièrement les fonctionnaires urbains correspond une réduction du train de vie rural. Mais les paysans continuent de se battre. Devenus familiers de la crise, ils lui trouvent même un surnom : « Christina ». Absorbés par les difficultés quotidiennes face aux turpitudes de « Christina », ils seront surpris par l'arrivée de la dévaluation de janvier 1992. Une dévaluation qui change la parité entre leur monnaie, le franc CFA, et le franc français que n'utilisent pourtant que « les grands » de la ville et du pays. Une raison officiellement avancée est la lutte contre la fuite des capitaux qu'ils n'ont jamais orchestrée et qui est le résultat du désinvestissement industriel d'une économie devenue de moins en moins compétitive. Enfoncés dans leur pauvreté, ils ne se sont guère intéressés à cette sortie massive de devises. Par contre, le thème de la saturation du marché mondial par une surproduction génératrice de stock et donc de baisse de prix leur est plus familière. Le renchérissement du coût de la vie qui suit la dévaluation les prendra de court.

2. La réaction du marché domestique a été rapide

La dévaluation prend effet le 12 janvier 1994. Si le mois de janvier n'enregistre que 3,8% des changements de prix signalés par les ménagères, le ravitaillement du village à partir des marchés urbains est rapidement touché, et se traduit dès février par des changements de prix même pour les denrées produites au village. En fait, tout se passe pendant les mois de février et de mars (Cf. tableau 1).

Tableau 1 - Répartition mensuelle des changements de prix des produits achetés ou vendus par les ménagères de Yemessoa

Mois du changement de prix	Fréquence absolue	Pourcentage des observations
Janvier	44	3.8
Février	723	62.8
Mars	131	11.4
Avril	6	5
Juin	1	1
Indéterminés	247	21.4
Total	1152	100.0

Source : Observatoire OCISCA de Yemessoa (avril 1994)

Deux tiers des changements de prix, ou à défaut de mesure, constatées par les ménagères surviennent au mois de février. Plus de 78% des augmentations surviennent avant la fin du mois de mars. En distinguant les achats et les ventes on remarque que pour les produits achetés, 79,1% des changements ont lieu en février, contre 48,9% seulement pour les produits vendus par le village. Par ailleurs, sur l'ensemble des produits vendus par le village 38,9% n'ont pas subi d'augmentation avant juin 1994. Comme il était prévu, la dévaluation a renchéri les prix des produits mais pas dans les mêmes proportions, et c'est cela qu'il était difficile de connaître a priori.

3. Les prix ont augmenté de façon très inégale

Les prix des denrées ont augmenté vite et fortement, se traduisant par un doublement dans plus de 63% des cas signalés par les ménagères. Calculée à partir des seuls produits cités par les ménagères, l'augmentation globale semble importante soit de 77,2%. Les achats du village sont plus touchés que ses ventes, la moyenne des accroissements des prix unitaires est de 90,54% pour les produits achetés et de 72,9% pour les produits vendus. Pour l'ensemble des 125 produits de la série, la moyenne des anciens prix était de 849,73 F.CFA. Après les changements, elle s'élève à 1.556,15 F.CFA. Ceci montre une hausse relativement importante même si elle ne tient pas compte des changements possibles de composition du panier de la ménagère et donc des pondérations par produit.

C'est dans une impréparation totale que les cacaoculteurs de Yemessoa reçoivent le choc de la dévaluation. Contretemps malencontreux, la dévaluation qui devait accroître leur revenus est survenue après l'essentiel des ventes de la campagne 1993/94. Les planteurs contraints par des besoins financiers sans mesure avec leurs revenus avaient déjà bradé à des exportateurs en situation de monopole leur production. Sans moyens financiers supplémentaires ils doivent maintenant faire face à un renchérissement des intrants agricoles pourtant indispensables pour la prochaine récolte. Certains chefs d'exploitation, déçus par le cacao, avaient même pris « une retraite anticipée » en partageant leur cacaoyère entre les enfants héritiers.

Les paysans répugnent à emprunter quand ils ne sont pas sûrs de pouvoir rembourser. Quand ils existent, les rares créanciers sont des membres de la famille ou des amis, eux-mêmes souvent en proie aux mêmes difficultés financières. Les élites locales et les membres de la famille résidant en ville sont de peu de secours. Les licenciements du secteur privé et les réductions de salaire de la fonction publique ont réduit d'autant leurs capacités financières. Aucune structure officielle n'existe par ailleurs pour faciliter un financement par crédit des dépenses agricoles.

La libéralisation de la filière n'a pas encore permis d'améliorer sa gestion et les capsides et fongicides sont devenus rares sur le marché. Les quelques sachets disponibles ont des prix presque deux fois plus élevés que ceux des campagnes précédentes. Les villageois n'ayant pas bénéficié des effets positifs d'une dévaluation survenue trop tard et devant payer des engrais à un prix plus élevé ont l'impression d'être asphyxiés et contraints à une stratégie du repli, qui touche tous les secteurs, notamment ceux vitaux de l'alimentation et la santé.

4. L'auto-provisionnement alimentaire s'est accentué

Pratiqué depuis toujours l'auto-provisionnement en produits alimentaires s'est accentué avec la crise. La dévaluation se traduisant par une hausse des prix dans un contexte de baisse des revenus, les ménages ont dû revoir leurs tactiques de commercialisation,

d'approvisionnement et de dépenses alimentaires. Les hommes sont passés de la consommation de bière industrielle à celle de « matango » ou vin de palme. Pour limiter les dépenses, les ménagères sont obligées de nourrir leur famille avec les seules denrées qu'elles produisent. En 1991, on retrouvait, parmi les aliments les plus consommés l'huile de palme, le riz (96,2% des ménages), le hareng (99,9%), le poisson frais ou congelé comme le maquereau (95,9%), les boissons importées comme la bière "33" (86,5%), toutes des denrées achetées. La consommation de ces produits a baissé avec le renchérissement des prix. Le riz passe de 173 F.CFA/kg à 256 F.CFA, l'huile raffinée passe 542,5 F.CFA la bouteille à 1050 F.CFA, le poisson congelé ou frais passe de 412F.CFA/kg à 660 F.CFA. Les produits laitiers et l'huile artisanale ne sont pas épargnés puisque cette dernière passe de 292 F.CFA/l à 350 F.CFA.

L'argent tend à se raréfier et l'inflation impose une baisse de la consommation des aliments importés. Pour les produits généralement auto-consommés, comme les ignames et les produits maraîchers, la préférence va à la vente afin de gagner de l'argent. La pisciculture n'a pas permis une autosuffisance dans ce domaine, malgré une commercialisation à l'extérieur très limitée, mais le contexte actuel encourage la production et la vente de poisson d'élevage. La pisciculture pourrait devenir à l'avenir une activité hautement lucrative, si des améliorations techniques étaient apportées dans le processus de production afin de mettre sur le marché des poissons de qualité. La dévaluation a aussi un impact négatif sur la situation des femmes en raison du recours plus fréquent aux produits locaux. Le riz était devenu un produit de plus en plus utilisé en période de soudure et le manioc tend à le remplacer. L'huile de palme industrielle avait fini par libérer les femmes des travaux liés à la production d'huile dans les exploitations, leur donnant un peu plus de temps en période agricole critique pour s'occuper des semailles ou des récoltes.

Principale source de protéine animale, le poisson fumé n'est pas produit en quantités suffisantes. De plus, sous l'effet du renchérissement des prix, sa consommation a encore diminué de plus de moitié. Le manioc, consommé à la place du riz, n'en a pas la valeur nutritive, et la production des quantités permettant de nourrir les familles imposerait une extension des champs ou une intensification des façons culturales.

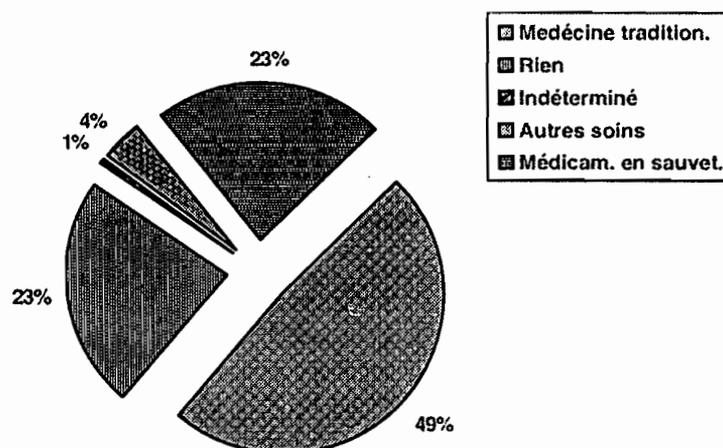
5. Résignation du village aux soins de santé sommaires

La dévaluation a augmenté le prix des médicaments de première nécessité et le coût des soins de santé spécialisés. Les choses auraient pu être plus graves pour les petites maladies si le centre de soins de santé de Yemessoa n'avait été en gestion participative, comme le recommande l'initiative de Bamako. Celle-ci permet de fractionner les médicaments achetés au prix de gros et de les revendre, sans recherche de bénéfice, selon la plus petite dose nécessaire à chaque malade. En raison du manque de moyens pour se faire soigner dans les hôpitaux urbains, certains malades exigeant des soins spécialisés se reportent vers le centre de santé du village. D'autres, réorientés par l'infirmier du village vers les hôpitaux, préfèrent rester au niveau local en raison du manque d'argent. Si bien que 54,2% des chefs de ménage signalent des maladies qui n'ont pu être soignées.

Ainsi le manque d'argent, évoqué dans 93,8% des cas, est la raison principale de l'absence ou de l'insuffisance de soins. Les principaux maux qui ne sont pas soignés vont du paludisme endémique aux coûteuses opérations chirurgicales, notamment celles concernant les hernies. Les rhumatismes, les maux de dos liés à des efforts physiques trop intenses, les maux d'estomac, de dents et de tête, les anémies ou la malnutrition des enfants en cours de sevrage et les troubles respiratoires deviennent des maladies non traitées de la crise et de la

pauvreté. Faute de pouvoir recourir aux soins de santé modernes, les malades essayent des solutions alternatives (Cf. figure 1).

Figure 1 : Les alternatives aux soins de santé modernes résultant du manque d'argent



Source : Observatoire OCISCA de Yemessoa (avril 1994)

Dans cet environnement d'incertitudes, l'efficacité indiscutable de certaines de ces solutions côtoient la nocivité tout autant reconnue d'autres. Entre l'approche psychosomatique des "tradi-praticiens" et les médicaments vendus à la sauvette, les populations en manque d'argent, et donc de soins, s'efforcent de trouver quelqu'un à qui parler de leur souffrance, qui puisse apporter une atténuation à leur douleur. Elles peuvent ainsi tomber sur des charlatans qui leur vendent à prix d'or des illusions de guérison.

6. Un réajustement par les unités de mesure

En 1991, la concurrence avait déjà rendu difficile l'augmentation du prix des produits vivriers. En 1994, les effets cumulés des baisses de salaires, des retards de paiement dépassant parfois 12 mois et de la dévaluation, ont laminé le pouvoir d'achat des consommateurs citadins. De plus, le nombre de salariés des secteurs public et privé a baissé, ces derniers étant soumis aux retraites anticipées et aux licenciements. Ainsi face à un marché de consommation urbaine saturé les ménagères ne pouvaient guère augmenter les prix. Elles ont donc plutôt joué sur les unités de mesure lors de la vente des produits vivriers (tableau 2).

Tableau 2 : Evolution des unités de mesure pour les produits achetés ou vendus par les ménagères de Yemessoa

	Produits achetés %	Produits vendus %
Pas d'évolution	99,4	59,5
Augmentation	0,0	0,2
Diminution	0,2	4,3
Due à l'ajustement offre-demande	0,4	35,7
Prix en baisse	0,0	0,2
Abandon	0,0	0,2

Source : Observatoire OCISCA de Yemessoa (avril 1994)

Pourtant le tiers des changements de prix résulte de l'effet habituel d'ajustement de l'offre et de la demande. Au total, plus de 95% des observations ne mentionnent aucune modification des unités de mesure à la suite de la dévaluation.

De fait, c'est la loi de l'offre et de la demande qui a continué à jouer sur ce plan touchant plus les produits vendus que ceux achetés. Seules 4,3% des observations de vente montrent une diminution de l'unité de mesure et seulement 0,2% pour les achats. Il est d'ailleurs difficile de distinguer l'effet saisonnier habituel de l'effet de la dévaluation. Car, c'est de décembre à février, que le cacao prend toute son importance et que la sécheresse limite les autres productions. Les marchés urbains enregistrent alors de nombreuses fluctuations dans les approvisionnements et les prix. Limités sur les prix, les producteurs jouent sur les unités de mesure pour mieux gagner en situation de pénurie ou pour vendre plus vite en situation de surabondance.

7. Le rétrécissement des aires de commercialisation et d'approvisionnement

Leur budget s'étant réduit, les chefs de ménage ne peuvent plus effectuer le même nombre d'allers et de retours entre les villes voisines et le village. Si le prix personnel du trajet n'a pas changé, le coût de transport de la moindre marchandise a été multiplié par deux. Les transporteurs subissent aussi le renchérissement du carburant et des pièces détachées pour leurs véhicules importés. On assiste ainsi, petit à petit, à une modification des stratégies de mobilité commerciale. L'enquête effectuée auprès des ménagères montre une évolution des lieux d'achat et de ventes des produits.

Ainsi, en janvier 1994, 46,4% des achats ont eu lieu sur le marché d'Obala, 25% sur ceux de Yaoundé, 21,4% au village et 3,6% à Douala. Centré sur la petite ville la plus proche, Obala, l'espace parcouru par les ménagères de Yemessoa pour s'approvisionner est alors étendu et va du port de Douala au village. En ce qui concerne la vente, la configuration spatiale est similaire. Le village se situe en tête avec 37,5% des ventes. Suit la ville voisine d'Obala et la capitale Yaoundé avec 25% chacun ; bien que située à 300 Km, Douala représente 6,3% des ventes.

En février 94, parallèlement à la flambée des prix, l'espace de référence des ménagères a changé. Pour les produits achetés, Douala et Yaoundé perdent respectivement 14% et 3,4% de leurs observations au profit d'Obala et du village qui en gagnent respectivement 9% et 8%. Face à la hausse des prix des produits et des transports, les ménagères se sont repliées sur le village et sa proche périphérie. Cette stratégie de repli est encore plus nette en ce qui concerne les ventes puisque Yemessoa gagne 9%, alors que Douala en perd 5%, Obala 9% et Yaoundé 16%. En avril, le phénomène s'accélère avec un recentrage sur Yemessoa, Obala et Yaoundé et la disparition de Douala comme lieu d'approvisionnement direct.

8. L'augmentation du prix du cacao dope les planteurs

Malgré la détérioration de leurs conditions de vie, les planteurs ne cèdent pas pour autant au pessimisme ; ils restent convaincus que la crise passera tôt ou tard. "On en a vu d'autres" déclarent les plus vieux qui n'ont pas oublié la chute de prix du cacao des années soixante. D'autres énoncent que "dessiner le diable sur les murs c'est lui ouvrir toute grandes les portes de la maison", ce qui signifie que de penser simplement à renoncer c'est déjà s'attirer "la malchance". Il faut rester désespérément optimiste car c'est la confiance en l'avenir qui en garantit l'amélioration.

En avril 1994, peu de planteurs avait bénéficié de la dévaluation survenue après la campagne cacaoyère. Pourtant les grands planteurs, optimistes à 72,2%, et les moyens planteurs, à 69,3%, étaient les plus confiants en l'avenir. L'illusion monétaire, résultant de la hausse nominale des cours mondiaux exprimés en F.CFA, a eu au moins l'effet de les remobiliser. Dans plus de 57% des cas, les raisons de l'optimisme vis-à-vis de l'avenir étaient liées à l'augmentation du prix du cacao. Même si, dans le même temps, la dévaluation était citée à 100% comme une raison de pessimisme. Par contre les non-planteurs, avec 42% d'avis pessimiste, et les petits planteurs avec 28,7%, sont peu confiants dans le futur. Les petits planteurs sont les plus "désespérés" : 21% d'entre-eux ne voient pas ce que peut leur réserver l'avenir. Les femmes chefs de ménage sont dans la même situation. Même chez les plus optimistes, seulement 21,1% d'entre-elles souhaitent étendre leur cacaoyère alors que 40,3% des hommes y sont favorables. Aussi ont-ils accueilli avec joie la confirmation de la hausse du prix d'achat du cacao dès l'ouverture officielle de la campagne de 1994/95.

9. Regroupements villageois et coopération décentralisée en guise de riposte

La hausse des prix d'achat suscitée par la dévaluation, qui s'est faite en parallèle à la hausse des cours mondiaux, a été une bonne chose. Mais les producteurs ruraux n'en auraient pas autant bénéficié s'ils n'avaient pas fait des efforts d'organisation pendant les années de crise. Profitant de l'environnement créé par une loi plus libérale sur les associations, ils ont multiplié les groupements de producteurs. En 1991, concernant le cacao, il y avait un seul groupement d'initiative communautaire. En 1994, dans le contexte de libéralisation commerciale, après l'annonce du doublement du prix d'achat au producteur, quatre autres groupements se sont mis à fonctionner. En effectuant des ventes groupées, par enchères, les villageois devenus plus solidaires ont pu vendre leur cacao à 500 F.CFA le kilogramme, au lieu des 400 F.CFA annoncé comme prix plancher en début de campagne. Devenant de plus en plus habiles face aux acheteurs obligés de subir la nouvelle stratégie commerciale du village, les cacaoculteurs ont montré qu'ils pouvaient prendre en main la commercialisation de leurs produits sans l'intermédiation de l'Etat. Mais il leur faut encore coordonner leurs efforts s'ils veulent gérer l'approvisionnement en intrants au moindre coût. Presque tous les fongicides indispensables à la protection des cabosses contre la pourriture brune ont enregistré une augmentation de plus de 30%. Les machettes, les houes et autres instruments de travail se vendent plus chers.

Au début des années 90, pour faire face à la baisse de leurs revenus les planteurs avaient cherché à diversifier leurs sources de revenus. La pisciculture semblait alors une voie intéressante, le village dépensant un montant d'argent important pour s'approvisionner en poisson congelé ou sec. Par exemple, en 1993, le village avait dépensé près de 5.000.000 F.CFA en achats de poisson. Les planteurs ont donc construit des barrages et créés des étangs: de quatre à pratiquer la pisciculture en 1991, leur nombre passe à la cinquantaine en 1994. Pourtant, selon les chefs de ménage, le total des recettes tirées par la vente de ce poisson au sein du village n'a pas dépassé les 50.000 F.CFA en 1993, ce qui montre que le marché intérieur du village reste encore à conquérir. La raison pourrait en être la qualité insuffisante des poissons produits.

Quelques uns des pisciculteurs ont constitué un groupement d'initiative communautaire: le Groupement des Pisciculteurs de Yemessoa (GROUPY). Ils ont réclamé qu'une formation technique leur soit délivrée, pour les aider à mieux produire, et qu'une étude de marché soit effectuée pour savoir où et comment vendre. Avec l'aide d'Ocisca, du Centre d'Excellence pour la Production, l'Innovation et le Développement (CEPID) et de la Mission de Coopération et d'Action Culturelle (MCAC), un projet de développement a été mis en oeuvre

sous la responsabilité directe des villageois membres du GROUPY. La dévaluation a seulement renforcé leur conviction qu'il fallait améliorer la productivité, le prix du poisson importé ayant augmenté au point de rendre leur production compétitive.

En dehors de la cacaoculture et de la pisciculture d'autres groupements d'initiative communautaire ont vu le jour concernant le secteur vivrier. Enfin, de nombreuses associations d'entraide ont été créées par les femmes du village. Il ne semble pas, pour l'instant, que ce renouveau du mouvement associatif ait pu totalement suppléer au retrait des multiples organismes d'Etat qui étaient chargés d'améliorer la production et la commercialisation des produits agricoles. Mais cette dynamique, source d'innovation semble cependant porteuse d'avenir à court terme.

10. La dévaluation passée, une certaine crise continue

L'accroissement des revenus tirés de la vente du cacao durant la campagne 1994-1995 n'a pas suffi pour éponger les déficits budgétaires résultant des dépenses ou des dettes engendrées par la crise et l'inflation qui a suivi la dévaluation. Les villageois ont commencé par rembourser leurs dettes financières, et surtout les dettes sociales, accumulées depuis près de cinq ans : funérailles suspendues, dépenses de santé différées, scolarité ou frais d'apprentissage impayés pour les enfants, dots non versées, mariages non célébrés, visites à des enfants ou des parents perdus de vue, etc.. Ceci afin de réduire la tension sociale existant dans les relations familiales entre ceux de la ville et ceux de la campagne. Ces priorités sociales surprennent souvent les décideurs et les bailleurs de fonds qui pensaient que les effets d'illusion monétaire dans un premier temps, la hausse des prix au producteur et des revenus correspondants ensuite, amèneraient un investissement pour remettre à niveau les plantations et préparer la récolte suivante avec l'achat d'intrants agricoles. Peut-on seulement critiquer l'attitude du village qui préfère assurer sa sécurité sociale à court terme quand il sait que la dévaluation n'a pas résolu le problème fondamental de la saturation du marché international du cacao ?

Conclusion

On peut conclure sur la situation actuelle par une simple citation "la compétitivité d'un pays se gagne en améliorant l'économie réelle. Il ne faut pas attendre de miracles d'un bricolage des taux de change" (Sévérino 1992). La dévaluation en rendant les exportations moins chères sur le marché mondial et les importations plus chères sur le marché intérieur doit permettre d'enrayer une fuite de capitaux liée au désinvestissement industriel dont les planteurs ne sont pas responsables. Elle doit permettre aussi de relancer l'investissement et l'augmentation de la productivité. Mais les problèmes de fond qui concernent le village cacaoyer demeurent : une détérioration lente et régulière des termes de l'échange liée à la saturation du marché international, des fluctuations spéculatives des cours mondiaux parfois totalement déconnectés des flux réels et des allocations rigides concernant les quotas. Ces problèmes ne disparaissent pas pour autant et le village échaudé par les hausses et les chutes de prix fixés par de puissants acheteurs depuis plus d'un demi-siècle a du mal à changer de stratégie. Il reste captif de ses besoins monétaires, tout comme le pays en entier. Il semble dire: "produire plus et mieux, c'est bien. Mais vendre, et surtout vendre à un bon prix avant de produire, c'est mieux !" Et sur ce plan on ne peut lui donner tort. Mais le contexte international lui demande maintenant de fournir un effort qualitatif supplémentaire pour que ses productions soient réalisées de manière plus efficace et que grâce à l'introduction d'innovations il devienne plus compétitif.

Références bibliographiques

- Severino (J.M.), (1992) - "Il faut être un héros pour investir en Afrique". In : *Courrier de la planète* n°6 avril 1992. Dossier: Dévaluation: la question à mille francs CFA. SOLAGRAL. Paris. pp 2-4.
- Equipe OCISCA de Yemessoa, (1993) - 1991-1993. Evolutions majeures dans la Zone Cacaoyère (Observatoire de Yemessoa). *Les Cahiers d'OCISCA* n°3. OCISCA. Yaoundé. 35 p.
- Ndembou Samuel, (1994)- Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation. *Les Cahiers d'OCISCA* n°12, OCISCA, Yaoundé. 33 p.
- Alary (V.) et Bopda (A.) (1994)- Information conjoncturelles en bref. In : *La lettre d'OCISCA*. Bull. n°9, 4ème trim. OCISCA. Yaoundé. pp.4-5.
- Simeu Kamdem (M.), (1994)- Yemessoa, auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise. *Les Cahiers d'OCISCA*, n°6. OCISCA. Yaoundé. 17 p.

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N°1, "Le programme OCISCA : cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N°2, "Du passé re-composé au futur improbable : les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°3, "1991 - 1993 : Évolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N°4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°6, "Yemessoa, auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietse and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

Cahier N°8, "Le village cacaoyer du Sud du Cameroun sous le choc de la dévaluation : le cas de Yemessoa" par Athanase Bopda, Septembre 95, Ocisca, 17 p.

Cahier N°9, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

Cahier N°10, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bela, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.

Cahier N°11, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

Cahier N°12, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembou, Décembre 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°13, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hatcheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°14, "The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang", by Mathieu Ngouajio and Emmanuel Foko, January 95, Ocisca, Yaounde, 18 p.

Cahier N°15, "Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou", par Emmanuel Foko, Février 95, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°16, "Les attitudes de survie des femmes à Yaounde", par Chantal Guimapi, Mars 95, Ocisca, Yaounde, 40 p.